

AIN SYNDICAT D'ÉNERGIE

Le rapport au vitriol de la chambre régionale des comptes

Interrogations sur l'équilibre financier, défaillances dans la conduite du projet de fibre optique, doutes sur sa rentabilité, risques de conflits d'intérêts, salaires disproportionnés, primes indues, frais professionnels et avantages en nature irréguliers... La chambre régionale des comptes (CRC) vient de rendre un rapport de 136 pages au vitriol sur le Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA), période 2009-2014. Même s'il arrive tard, le dossier très argumenté alerte sur le fonctionnement d'une structure épinglée à maintes reprises pour son manque de transparence. Le rapporteur lui adresse une volée de bois vert et avance une série de préconisations que le SIEA serait bien inspiré de suivre. Qu'en sera-t-il ? Présenté en assemblée générale, il y a dix jours, le rapport, désormais public, fera l'objet d'une délibération dans chaque conseil municipal. L'occasion pour les élus de se demander pourquoi ils n'ont rien vu avant...

Marc Dazy



■ Installation de la fibre optique. La chambre régionale des comptes reproche au SIEA ses défaillances dans la conduite du projet. Photo Laurent THEVENOT

RÉGION

Rédaction de l'Ain
5 place Joubert,
01000 Bourg-en-Bresse

Téléphone
Rédaction : 04.74.21.66.66
Pub : 04.74.32.83.65

Mai
redaction01@leprogres.fr
lprpub01@leprogres.fr

Web
www.leprogres.fr

Facebook
www.facebook.com/
leprogres.bourgennesse

Twitter
leprogresain

ⓘ ALERTE INFO Ⓜ Vous avez une info ?

0 800 07 68 43
Service & appel gratuits
L.PRFIL.ROUGE@leprogres.fr

Ce que dit le rapporteur...

■ La fibre optique

« Un réseau construit avec une technologie non-mature débouchant sur de nombreuses non-conformités en 2013. Des interventions juridiques non maîtrisées lors des contentieux avec l'opérateur historique Orange. Un déploiement retardé. »

■ Les finances du SIEA

« Ces surcoûts, combinés à l'absence de rentabilité actuelle du réseau et au versement tardif des subventions les plus importantes, ont pesé lourdement sur la situation financière du SIEA. Les projections pourant optimistes du SIEA font ressortir l'absence de rentabilité du réseau. La trésorerie générée sur la période 2007-2014 est négative [...] Ces difficultés à moyen terme, conjuguées à une gestion insuffi-

samment rigoureuse à bien des égards, conduisent la chambre à s'interroger sur les conditions d'équilibre financier à terme du syndicat. »

■ La gouvernance du SIEA

« Malgré certaines améliorations mises en œuvre à la suite de précédentes observations de la chambre, la gouvernance du SIEA demeure peu transparente, le comité syndical étant notamment trop peu impliqué dans le processus décisionnel et régulièrement privé de son droit de regard et d'approbation sur un certain nombre d'actes importants. »

■ La gestion des ressources humaines

« Elle présente des lacunes et irrégularités qu'il importe de corriger [...] La masse salariale brute a fortement

progressé, passant de 966 000 € en 2009, à 1,5 M € en 2014, soit une hausse de 56 % tandis que les effectifs progressaient de 42 %. »

■ Le salaire des directeurs

« Les deux directeurs des services successifs ont été recrutés à un grade d'ingénieur en chef de classe exceptionnelle [...] Ils bénéficiaient ainsi de rémunérations (7 100 € net mensuel pour le premier, 6 300 € net mensuel hors avantages sociaux pour le second) pouvant être considérées comme manifestement disproportionnées par rapport à celles d'agents de l'État de qualification équivalente exerçant des fonctions analogues. »

NOTE Malgré nos sollicitations répétées, nous n'avons pu joindre Charles de La Verpillière, président du SIEA.

RÉACTION

« Transparent ! »

Patrick Chaize, ancien directeur du SIEA,

sénateur-maire de Yonnas

« Le président a répondu à un certain nombre d'inexactitudes et de points qui n'engagent que les auteurs de ce rapport. Sur la fibre optique, la CRC a une vision très administrative d'un sujet industriel.



■ Photo Marc DAZY

Sur un tel projet, les finances se creusent les premières années et remontent

ensuite. Au moment du contrôle, la chambre n'a pas intégré plusieurs éléments (subventions, arrivée d'Orange...) qui vont améliorer les rendements. Sur la gestion des ressources humaines, la CRC ne fait que des remarques. Si elle estime qu'il y a malversations, elle aurait dû transmettre ça à un juge. Mon avancement, lui, a fait

l'objet d'une délibération du comité syndical et d'un contrôle de légalité de la préfecture. Mon indemnité de départ ? Le comité syndical a délibéré alors que je n'étais plus au SIEA. Il y a eu erreur et trop perçu. Dont acte. Je rembourse 10 177,50 € selon un échéancier établi avec le percepteur. Là encore, je suis transparent. »